

## **Situation politique, sociale, économique à Mayotte, La faute à qui ?**

La France en décidant de rester présente à Mayotte après l'indépendance des Comores n'a pas été à la hauteur des espérances des Mahorais et Mahoraises, et cette présence s'est inscrite dans une tradition coloniale de mépris des populations locales.

L'économie est restée dans un état de dépendance, sans pour autant que les investissements soient au niveau de ce qu'ils sont sur le territoire de la France métropolitaine (de 40% inférieurs selon le rapport récemment publié par la CNCDH). Les services publics sont sans rapport avec ce que nous connaissons ailleurs, c'est tragiquement le cas dans l'éducation laissée à l'abandon. La carence de l'Etat est générale. Elle a des conséquences sur les droits fondamentaux : logement, santé, droit au travail, accès à l'eau...

Face à cela, des mouvements sociaux ont régulièrement lieu dans l'île et ces derniers mois ceux-ci ont pris une grande ampleur mais aussi une tonalité particulière.

Si nombre de revendications portées par l'intersyndicale sont des revendications syndicales pour l'amélioration des conditions de vie de la population, nous ne partageons pas les positions prises et les demandes qui dénoncent les étranger-ères comme responsables des maux que connaît Mayotte aujourd'hui, qui visent le renforcement de la présence policière et militaire sur l'île, et ce dans un contexte où les stigmatisations débouchent aussi sur des violences qui viennent s'ajouter aux nombreux morts en mer qui tentent de rejoindre Mayotte.

Notre union syndicale a l'essentiel de ses forces en France métropolitaine, elle ne prétend pas connaître la situation à des milliers de kilomètres ni donner des leçons. En revanche, nos valeurs, l'antiracisme dont nous avons fait une valeur centrale de notre projet de transformation sociale, nous les portons dans nos débats et nos pratiques internes, et avec nos partenaires de lutte qu'ils soient en France, outre mer, dans nos relations internationales. Le racisme, la stigmatisation, la haine de l'autre, ne sont pas compatibles avec le syndicalisme tel que nous le concevons à l'Union syndicale Solidaires.

Nous avons débattu avec des militants et militantes de Solidaires sur place, nous savons qu'ils et elles ne partagent pas tous-tes les positions de l'intersyndicale.

Aujourd'hui nous affirmons :

- l'Etat français doit engager des financements à hauteur des besoins de développement des services publics locaux.
- Une politique de développement économique doit être engagée avec les acteurs locaux et en lien avec l'environnement immédiat de Mayotte.
- Nous refusons toute politique d'exception concernant les politiques migratoires.

**31 rue de la  
Grange aux belles  
75 010 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20  
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org  
www.solidaires.org**

